

MORRISON, Charles E. et Eduardo PEDROSA, *An APEC Trade Agenda ? The Political Economy of a Free Trade Area of the Asia-Pacific*, Singapore, Institute of Southeast Asian Studies, 2007, 256 p.

Jean-François Fortin

Volume 39, numéro 3, septembre 2008

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/019323ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/019323ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (imprimé)

1703-7891 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Fortin, J.-F. (2008). Compte rendu de [MORRISON, Charles E. et Eduardo PEDROSA, *An APEC Trade Agenda ? The Political Economy of a Free Trade Area of the Asia-Pacific*, Singapore, Institute of Southeast Asian Studies, 2007, 256 p.] *Études internationales*, 39(3), 485–489. <https://doi.org/10.7202/019323ar>

La troisième partie porte sur les différentes perspectives disciplinaires qui s'attachent à l'analyse des problèmes de sécurité et de leurs impacts sur l'élaboration des politiques. Schwengel souligne que les dilemmes de sécurité en Asie sont incrustés dans l'histoire de rivalités étatiques et que ces problèmes sont davantage exacerbés par les processus globaux. Il explore la notion de sécurité en tant que bien public global et identifie dans le maillage des réseaux asiatiques locaux, régionaux et nationaux une voie prometteuse à la résolution des conflits. Schirmer suggère plutôt une approche fondée sur les communautés socioculturelles qui contribueraient à accroître le niveau de sécurité dans la région de l'Asie-Pacifique. De l'avis de l'auteur, ces communautés auraient une influence modératrice sur certaines prétentions géopolitiques nationales. Les réseaux sociaux, les organismes non gouvernementaux, les médias et d'autres éléments de la société civile peuvent encourager une convergence de valeurs et le respect des différences qui rendraient possible un dialogue politique et réduiraient ainsi le niveau d'insécurité collective. Ruland, quant à lui, insiste sur la persistance du traditionalisme dans la typologie des menaces à la sécurité et de son influence dans l'élaboration des politiques étrangères des pays d'Asie. Il soutient que la montée de l'unilatéralisme aux États-Unis semble conforter les leaders asiatiques dans leurs comportements et pratiques traditionnels. Cette situation, de l'avis de Ruland, soulève d'importants problèmes alors que l'agenda de sécurité de l'Asie requiert une nouvelle vision.

Dans l'ensemble, ce livre apporte une contribution originale aux problèmes de sécurité sur le continent asiatique. Les textes permettent de réduire le degré d'incompréhension des processus de décision politique liés aux questions de sécurité. L'ensemble démontre qu'il faut continuellement réévaluer l'histoire politique asiatique. En outre, il importe de comprendre le fonctionnement des États, leurs stratégies et surtout l'impact des décisions passées. De toute évidence, l'analyse des problèmes de sécurité consiste à utiliser différents concepts et une variété de méthodes. Le volume offre une perspective intéressante sur les changements de perception dans l'organisation de la sécurité des sociétés asiatiques par la reconnaissance de conditions historiques, l'analyse de phénomènes politiques et l'évaluation de facteurs géographiques. Dans ce contexte, il mérite certainement d'être largement diffusé.

Claude COMTOIS

*Département de géographie
Centre d'études de l'Asie de l'Est
Université de Montréal*

An APEC Trade Agenda ? The Political Economy of a Free Trade Area of the Asia-Pacific.

MORRISON, Charles E. et Eduardo
PEDROSA. *Singapore, Institute of
Southeast Asian Studies, 2007, 256 p.*

Ce livre se penche sur l'APEC (Coopération économique de la zone Asie-Pacifique) qui est un forum intergouvernemental voué à la promotion du libre-échange et de l'investissement, de la croissance économique et du développement ainsi

que de la coopération dans la zone Asie-Pacifique. Plus particulièrement, ce livre cherche à évaluer quels seraient les avantages et les inconvénients de la création d'une zone de libre échange pour l'Asie-Pacifique à la suite de ce forum. Il est le fruit d'une étude réalisée conjointement par l'APEC Business Advisory Council (ABAC) et le Pacific Economic Cooperation Council (PECC). L'ABAC a été créé par l'APEC en 1995 pour lui fournir des conseils et représenter les positions du secteur privé sur des questions de coopération liées à la région de l'Asie-Pacifique. L'ABAC regroupe des représentants de plusieurs entreprises. Pour sa part, le PECC est un *think-tank* influent qui reçoit des leaders du secteur privé et du secteur public dans le cadre d'un forum informel, de façon à jeter un éclairage pertinent et à formuler des recommandations sur des questions relatives à la région de l'Asie-Pacifique. Ces deux organismes ont convenu de réaliser une étude sur la faisabilité de l'établissement d'une zone de libre-échange dans la région de l'Asie-Pacifique et de faire le point sur tous les mécanismes que l'APEC pourrait mettre en place pour favoriser des échanges commerciaux et accroître les flux d'investissements dans cette région. Il fait peu de doute que des objectifs similaires de négociations sont recherchés au sein de forums souvent superposés et parfois concurrents. L'ouvrage se propose donc de jeter un éclairage sur ce phénomène qui se manifeste en Asie-Pacifique et qui, en prenant de l'ampleur, complexifie les négociations commerciales internationales du cycle de Doha pour le développement.

Le livre comporte huit chapitres dont un d'introduction rédigé par les éditeurs du volume, E. Morrison et Eduardo Pedrosa. Ce chapitre présente une synthèse des résultats de l'étude et un survol des principaux enjeux suscités par la question d'une zone de libre échange en Asie-Pacifique. Tous les chapitres ont été produits par des politologues et économistes spécialisés dans les questions de politique commerciale. Le second chapitre, rédigé par Fred Bergsten, est un plaidoyer en faveur d'une zone de libre échange et situe méthodiquement les liens entre cette idée et les difficultés que connaissent l'OMC et le cycle de Doha. Par la suite se succèdent trois chapitres dont chacun offre un éclairage sur les plus importants acteurs en matière de politique commerciale dans la région de l'Asie-Pacifique que sont les États-Unis, la Chine et le Japon. Les textes mettent en relief les positions de ces pays en fonction de la spécificité de leurs économies, de la particularité de leurs institutions politiques et de leurs objectifs en relation avec l'ordre du jour de l'APEC et celui du cycle de Doha de l'OMC. Le livre se poursuit avec un chapitre portant sur les leçons apprises de l'expérience du projet de zone de libre-échange des Amériques (ZLEA). Un autre chapitre se penche sur les occasions offertes à l'APEC de jouer un rôle dans les multiples accords de libre-échange existant dans la région. Finalement, le livre se termine avec les opportunités pour l'ASEAN de faire la promotion d'échanges plus libres dans la région de l'Asie-Pacifique en particulier et sur la scène mondiale en général.

Le chapitre portant sur la politique commerciale des États-Unis, rédigé par Vinod K. Aggarwal, est particulièrement bien mené et dresse un portrait fort utile de l'évolution de la stratégie de négociations d'ententes préférentielles du gouvernement américain. Il se concentre plus particulièrement sur les ententes conclues depuis le lancement du cycle d'Uruguay. Ce texte comporte des tableaux très utiles des différentes ententes classées selon une typologie éclairante. Toutes les formes organisationnelles de gouvernance de politique commerciale que sont l'unilatéralisme, le bilatéralisme, le minilatéralisme et le multilatéralisme y sont bien exposées. L'auteur présente l'enchevêtrement des accords en fonction de la progression du régime multilatéral du commerce depuis le début des années quatre-vingt. En somme, Aggarwal dresse un portrait plutôt sombre des perspectives de négociation d'une zone de libre-échange dans la région Asie-Pacifique : il souligne que le gouvernement américain, quoiqu'il ait négocié plusieurs ententes de libre-échange depuis quelques années, ne trouverait pas suffisamment d'avantages à négocier activement une vaste entente de libre-échange en Asie, car l'atteinte des principaux objectifs de négociations des États-Unis issus du cycle de Doha serait entravée par la négociation d'une entente dans cette région. N'oublions pas, toutefois, que des gestes ont déjà été posés par les États-Unis envers plusieurs pays de l'Asie-Pacifique. Aggarwal se fait, en somme, le détracteur des multiples négociations d'ententes préférentielles et recommande que plus d'efforts soient consacrés à centrer les priorités

sur les négociations multilatérales de l'OMC.

Les études de cas présentées dans les différents chapitres abordent la définition des positions de négociations commerciales en se penchant sur le rôle des institutions, les objectifs nationaux et régionaux et l'arrimage avec les politiques et pratiques économiques propres au contexte national et régional. Pour chacun des pays et des régions étudiés, les auteurs présentent leur évolution économique et leur positionnement sur la scène économique internationale. Les intérêts de chacun des pays face à l'APEC ainsi que les différentes tactiques et interventions déployées sur la scène commerciale pour atteindre leurs objectifs sont définis. Les différentes stratégies de passage d'un forum de négociation à l'autre (OMC, ASEAN, APEC, ententes bilatérales, ententes plurilatérales et ententes régionales) sont analysées dans le contexte des objectifs recherchés par les acteurs et de la progression des négociations du cycle de Doha ainsi que des initiatives régionales. Il se dégage de ces études que la création d'une zone de libre-échange en Asie est une tâche fort complexe et pourrait subir les mêmes aléas que la mise en place de la Zone de libre-échange des Amériques (ZLEA).

Soulignons que le chapitre portant sur les leçons que l'APEC pourrait tirer du processus de négociation de la ZLEA est particulièrement intéressant. On en retient ainsi que les pays membres de l'APEC souhaitant voir émerger une zone de libre-échange pour la région Asie-Pacifique devraient s'assurer avant tout qu'il y a une vision commune entre les principaux

acteurs, soit les États-Unis, la Chine et le Japon. Ensuite le processus de négociation ne devrait pas se dérouler sur une longue période. Plus il y a de changements de gouvernement au cours des négociations, plus les risques de dérapage et de ralentissement sont grands. On devrait se tenir à un objectif réalisable et il faudrait éviter les objectifs tous azimuts. Il faudrait également faire en sorte qu'il n'y ait qu'un minimum d'interférence avec les ententes de libre-échange bilatérales et régionales. Étant donné le nombre très élevé d'ententes régionales en Asie, cela pourrait représenter un défi de taille. Un autre enseignement du processus de mise en place de la ZLEA se voit dans le dysfonctionnement des divers sommets qui se sont déroulés dans les Amériques. En somme, la présidence des sommets et rencontres ne devrait pas être confiée aux États principaux de la région, mais à des États plus mineurs. De plus, il devrait y avoir une interprétation commune quant à la façon d'aborder les normes du travail et les questions environnementales, car le différentiel pourrait complexifier grandement les négociations. Finalement, les acteurs devraient s'assurer que les fonds et la démarche sont adéquats pour appuyer les processus de négociations.

Le chapitre portant sur les occasions qui s'offrent à l'APEC de rejoindre les multiples accords de libre-échange existant dans la région démontre que l'enchevêtrement des accords est complexe et qu'intégrer ces accords représente une tâche colossale. Plusieurs scénarios sont étudiés. Ce chapitre comporte des renseignements précieux sur la

dynamique de la libéralisation des échanges en Asie-Pacifique et les liens complexes unissant les États à travers une toile d'ententes de libre-échange. Finalement, le dernier chapitre sur les possibilités qu'offre l'ASEAN de faire la promotion d'échanges plus libres dans la région de l'Asie-Pacifique et sur la scène mondiale montre très clairement que les principaux acteurs pourraient se heurter à des conceptions opposées de la logique de libéralisation. L'auteur présente bien la dynamique institutionnelle et les principes sous-jacents qui sont propres aux institutions en place. Les principes qui animent l'ASEAN depuis sa création en 1967 sont très différents de ceux sous-jacents à plusieurs des ententes de libre-échange conclues dans la région au cours de la dernière décennie et aux principes animant l'idée d'une zone de libre-échange en Asie-Pacifique. Le texte fait ressortir les divergences de vues entre les États qui sont satisfaits du processus de l'APEC et ceux qui prônent un changement de cap radical vers la négociation d'une zone de libre-échange pour l'Asie-Pacifique. Il ne faut pas oublier que l'ASEAN est un acteur important en matière de création d'ententes bilatérales de libre-échange dans la région et que cette institution explore la possibilité d'en faire autant avec des partenaires de l'extérieur de la région.

Cette publication constitue une bonne contribution à la littérature sur les négociations commerciales internationales multilatérales et leur arrimage avec l'intégration régionale, car elle offre une vision d'ensemble du comportement de plusieurs pays de l'APEC. Les différentes études de cas

offrent une mine d'informations sur les stratégies des acteurs clés des négociations commerciales internationales. Puisque des défenseurs et des détracteurs connus d'une Zone de libre échange dans la région Asie-Pacifique ont été choisis pour rédiger chacun des volets de cette étude, il ne se dégage pas de consensus unanime parmi les auteurs. L'ouvrage présente donc les pour et les contre de cette option sous plusieurs angles. Cela dit, étant donné que l'étude vise à fournir des recommandations à l'APEC, elle n'offre pas toute la profondeur théorique et méthodologique que fournirait un travail scientifique. Certains lecteurs resteront donc sur leur faim à cet égard. Par contre, l'ouvrage présente un vif intérêt sur le plan factuel et offre quantités d'informations aux lecteurs intéressés par les négociations commerciales et plus particulièrement la relation entre le multilatéralisme et les négociations régionales. Enfin, bien que l'ouvrage porte sur l'Asie-Pacifique, la réflexion qu'il aborde dépasse de loin le cadre de cette région qui est si importante pour le commerce mondial et touche au cœur des défis qui se posent au régime mondial du commerce. De façon générale, cette étude permet de mieux comprendre la dynamique de l'intégration régionale. Les chercheurs spécialistes des questions de politique commerciale et les praticiens tireront certainement de précieux enseignements de cette étude audacieuse.

Jean-François FORTIN

Conseil de recherches en sciences humaines du
Canada (CRSH), Ottawa, Canada

Political and Security Dynamics of South and Southeast Asia

SINGH, Daljit (dir.). *Singapore, Institute of Southeast Asian Studies, 2007, 122 p.*

L'Asie, comme toutes les régions du globe, se questionne sur son rôle passé, présent et futur. Or, en mars 2006, une rencontre a été mise sur pied pour établir un dialogue entre des chercheurs de Singapour et de l'Inde pour réfléchir à la résurgence de l'Asie et aux transformations que subit actuellement cette région. Ce dialogue a donné naissance à un collectif ayant pour titre *Political and Security Dynamics of South and Southeast Asia*. Cet ouvrage regroupe différentes présentations faites lors de cette rencontre en 2006.

Les différents chapitres du livre abordent tous une thématique différente allant de la montée en puissance de l'Asie aux initiatives bilatérales et régionales sur le terrorisme maritime et la piraterie. K. Kesavapany considère que l'Asie est entrée dans une nouvelle ère depuis l'East Asian Summit de décembre 2005 à Kuala Lumpur, car les participants ont dès lors considéré l'Asie dans son ensemble et sont sortis des préoccupations régionales habituelles. De plus, ce sommet a mis en évidence la confiance des membres envers l'Asie de par sa croissance économique soutenue et sa stabilité politique et montré l'intérêt que lui portent des pays ne faisant traditionnellement pas partie de l'Asie (Russie, Australie et Nouvelle-Zélande). Dans un autre chapitre, K. Kesavapany brosse les grandes lignes de l'East Asia Summit (EAS) de 2005. Il explique l'importance de ce sommet par rapport à